

R

MAZIN QUMSIYEH

UNE HISTOIRE POPULAIRE DE LA RÉSISTANCE PALESTINIENNE

R

B

MAZIN QUMSIYEH

UNE HISTOIRE POPULAIRE DE LA RÉSISTANCE PALESTINIENNE

Préface de Michel WARSCHAWSKI

Collection RÉSISTANCES

RÉSISTANCES

ÉDITIONS Demi Lune

UNE HISTOIRE POPULAIRE DE LA RÉSISTANCE PALESTIENNE

L'espoir et l'autonomisation

de **Mazin QUMSIYEH**

Préface de **Michel WARSCHAWSKI**

Parution le 29 mars 2013

Laissez-vous guider le long de plus d'un siècle d'Histoire de la lutte pacifique du peuple palestinien pour son Indépendance.

Un voyage pour dépasser les clichés médiatiques et la propagande israélienne...



« **Un livre indispensable** pour la compréhension de la lutte de libération nationale palestinienne et des enjeux auxquels elle est confrontée. Il a le grand avantage de combiner témoignages et analyses, et c'est ce qui le rend si attractif. La partie historique n'est pas seulement passionnante : elle nous permet en outre de resituer l'actualité dans un contexte beaucoup plus large, et les combats présents dans une continuité qui éclaire un grand nombre de débats actuels. »

Michel WARSCHAWSKI, journaliste, militant pacifiste israélien, lauréat du Prix des droits de l'Homme de la République française.

« Ce travail, **d'une portée considérable**, doit être lu par les Israéliens qui ont peur, par les Palestiniens hésitant face à l'avenir, et par une communauté internationale qui doit enfin prendre position pour la paix et la justice. »

Mary-Elizabeth KING.



L'auteur



Chercheur en génétique et professeur aux Universités de Bethléem et de Birzeit, après avoir enseigné aux États-Unis, le docteur **Mazin QUMSIYEH** est président du Centre palestinien pour le rapprochement entre les peuples. Prenant également une part active dans la résistance populaire, qu'il organise, il collabore avec de nombreux mouvements pacifistes de la société civile, et a publié plus de 1 000 articles dans des journaux, des livres et sur l'Internet.

Il est aussi l'auteur de *Sharing the Land of Canaan: Human Rights and the Israeli-Palestinian Struggle* (2004)...

Son blog (en anglais) : www.qumsiyeh.org

Exemplaire

Les médias occidentaux dépeignent la résistance palestinienne contre l'occupation israélienne comme étant exclusivement violente : résistance armée, attentats-suicides, tirs de roquettes, prises d'otages, etc. Dans la réalité, si ces méthodes existent, elles relèvent de l'exception dans un vaste mouvement de résistance pacifique et non violente, voire créative.

Dans ce livre fascinant, le docteur Mazin Qumsiyeh synthétise d'innombrables informations provenant de sources variées et originales afin de présenter l'étude la plus complète de la résistance civile en Palestine.

Son ouvrage contient des centaines d'exemples de méthodes de résistance aussi héroïques qu'innovantes employées par les Palestiniens depuis plus d'un siècle. L'auteur analyse également les réussites, les échecs, les occasions manquées, et les défis que doivent surmonter les Palestiniens ordinaires dans leur lutte pour la liberté dans des conditions extraordinairement difficiles. Il est le seul auteur à avoir effectué le minutieux travail critique et l'étude comparative des soulèvements (de 1920-21, 1929, 1936-39, 1970), et des deux Intifadas de 1987-91 et 2000-06.

Les histoires humaines fascinantes racontées dans ce livre sont autant de sources d'inspiration pour les personnes de toutes confessions et origines politiques afin qu'elles définissent une voie plus efficace et mieux informée pour un avenir de paix et de justice.

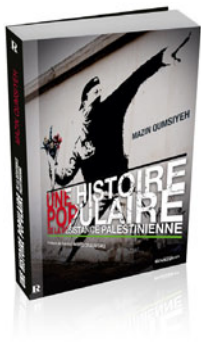
Traduit de l'anglais par **Jean-Marie FLÉMAL**

« Un livre édifiant et fort, qui révèle la souffrance humaine provoquée par la destruction du peuple palestinien [... dont] les méthodes de résistance, basées sur la non-violence active, méritent d'être mieux connues de la communauté internationale. »

Mairead MAGUIRE, prix Nobel de la Paix 1976.

« Un livre remarquable, qui tombe à point nommé (...) incontournable pour quiconque souhaite la justice et la nécessaire résolution du conflit israélo-palestinien. »

Nur MASALHA, historien et rédacteur en chef de la revue *Holy Land Studies*.



Éloges et critiques du livre

UNE HISTOIRE POPULAIRE DE LA RÉSISTANCE PALESTINIENNE.

de **Mazin QUMSIYEH**



Mazin QUMSIYEH nous donne ici un livre édifiant et fort, qui révèle la souffrance humaine provoquée par la destruction du peuple palestinien et de ses terres, conséquences effroyables du projet ethnique, nationaliste et militaire d'Israël, coupable du déplacement de la population indigène et de crimes de génocide et d'apartheid. En dépit d'une telle injustice, nous pouvons tous puiser espoir et inspiration dans les récits brossés par Mazin sur la vie de ces Palestiniens courageux qui illustrent l'Histoire réelle, souvent peu connue. Leur combat pied à pied en faveur des droits de l'Homme et du droit international, mené dans un esprit de paix, n'a cessé d'être porté, (pour l'essentiel) par la résistance populaire non violente. Leurs méthodes de résistance, basées sur la non-violence active, méritent d'être mieux connues de la communauté internationale, qui a besoin de tels exemples, afin qu'elle aussi puisse rejeter la violence, le militarisme et la guerre, et bâtir sa sécurité et sa liberté sur les droits de l'Homme et le droit international. »

Mairead MAGUIRE, Prix Nobel de la Paix 1976.



Voici un livre remarquable, qui tombe à point nommé. Son auteur, Mazin QUMSIYEH, un chroniqueur précieux de la résistance populaire contemporaine en Palestine. évoque avec brio l'esprit du Mahatma Gandhi, d'Edward Saïd, de Rachel Corrie et de bien d'autres, pour nous livrer une vérité sans fard sur la Palestine et le colonialisme sioniste. Parce qu'il met l'accent sur 'l'histoire et l'activisme d'en bas', son travail est d'une portée immense. Mazin QUMSIYEH développe des idées originales sur les droits de l'Homme en Palestine, l'activisme des médias, la politique publique et la résistance populaire non violente, et la lecture de son livre est incontournable pour quiconque souhaite la justice et la nécessaire résolution du conflit israélo-palestinien. »

Nur MASALHA, historien et rédacteur en chef de la revue *Holy Land Studies*.



La chronique pertinente de Mazin QUMSIYEH sur la résistance civile palestinienne, vue de l'intérieur, et sa quête d'autonomie, d'indépendance, de droits politiques, et d'autolibération montre clairement que l'action collective non violente des Palestiniens n'est ni un épisode sporadique ni une aberration, mais une constance remarquable et cela depuis près d'un siècle. Son travail, d'une portée considérable, doit être lu par les Israéliens qui ont peur, par les Palestiniens hésitant face à l'avenir, et par une communauté internationale qui doit enfin prendre position pour la paix et la justice. Cette analyse vivifiante encouragera toute personne que l'avenir de l'ensemble des peuples du Moyen-Orient préoccupe. »

Mary Elizabeth KING, auteur de *A Quiet Revolution: The First Palestinian Intifada and Nonviolent Resistance*.



Les récits fascinants que QUMSIYEH puise tant dans la vie quotidienne que dans les actes les plus extraordinaires de la résistance palestinienne autochtone au colonialisme discréditent les affirmations prétendant que les Palestiniens n'ont jamais suivi la voie de la non-violence ; en réalité, ils en sont les experts, et leur courage, leur créativité, et leur résilience sont une source d'inspiration pour les personnes de conscience partout dans le monde. Même armé comme une superpuissance militaire, le gouvernement israélien ne parvient pas à étouffer la détermination des Palestiniens, dont la persévérance à faire prévaloir les droits de l'Homme nous rappelle que la véritable force appartient à ceux qui ont la justice de leur côté : ils finiront par triompher. »

Anna BALTZER, auteur de *Witness in Palestine*.



Éloges et critiques du livre

UNE HISTOIRE POPULAIRE DE LA RÉSISTANCE PALESTINIENNE. **L'ESPOIR ET L'AUTONOMISATION**

de **MAZIN QUMSIYEH**



La résistance populaire en Palestine est une question épineuse. Historiquement, politiquement et socialement, de nombreux auteurs, politiciens et leaders ont débattu de la légitimité, des stratégies et des pratiques de la résistance populaire palestinienne. L'analyse en profondeur du changement et du développement de la lutte des Palestiniens revêt une grande valeur dans le cadre des recherches sur le Moyen-Orient. Si l'étude par l'approche culturelle et subalterne est de plus en plus utilisée lors des travaux académiques sur Israël et la Palestine, dans ce nouveau contexte, la résistance populaire constitue une perspective utile pour percevoir et approfondir l'analyse des changements de chacune de ces deux sociétés.

Dix ans après le déclenchement de la seconde Intifada, dans l'impasse actuelle où se trouve le processus de paix (malgré la récente reprise des négociations), dans une période principalement marquée par la résistance non violente en Palestine, le moment est peut-être venu de lancer en Occident un débat scientifique à propos de la lutte palestinienne.

Le dernier livre de Mazin QUMSIYEH Une histoire populaire de la Résistance palestinienne répond justement à ce besoin. L'auteur, professeur palestinien dans les Universités de Yale, Birzeit et Bethléem, infatigable activiste au sein du mouvement mondial pour la fin de l'occupation israélienne dans les territoires palestiniens ainsi que pour la fin du siège de Gaza, nous offre un ouvrage riche d'expériences personnelles tout en étant historiquement exact, (...) une nouvelle et excellente perspective au débat interne mené par les intellectuels palestiniens sur la nouvelle stratégie de résistance. Un débat qui – dans le conflit aux répercussions mondiales les plus fortes – devrait intéresser tout le monde. »

Anna MACCHI, Cartographeur le présent.



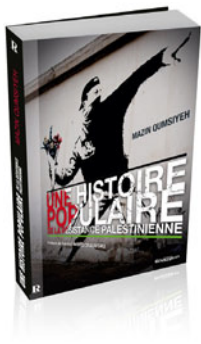
(...) Un livre indispensable pour la compréhension de la lutte de libération nationale palestinienne et des enjeux auxquels elle est confrontée. Il a le grand avantage de combiner témoignages et analyses, et c'est ce qui le rend si attractif. La partie historique (chapitres 4-9) n'est pas seulement passionnante : elle nous permet en outre de resituer l'actualité dans un contexte beaucoup plus large, et les combats présents dans une continuité qui éclaire un grand nombre de débats actuels. (...)

Chaque colonialisme a certes ses spécificités, ce qui nécessite une analyse détaillée de ses objectifs et de ses modes opératoires : Mazin Qumsiyeh ne se dérobe pas devant cette tâche, et nous démontre les mécanismes propres au sionisme comme impérialisme d'expulsion et de remplacement de la société indigène (et une partie substantielle de sa population transformée en réfugiés) par une société de colons. (...)

Une fois posé le cadre général, l'auteur peut en venir à ce qui constitue l'objet de ce livre : la Résistance. Toute résistance nationale à une entreprise coloniale est multidimensionnelle : militaire, diplomatique, populaire, sociale. Les Palestiniens ne font pas exception à la règle : après avoir privilégié une lutte armée qui puisait son énergie et ses ressources dans les camps de réfugiés de Jordanie puis du Liban, l'épicentre de la lutte de libération nationale s'est déplacé vers les Territoires occupés en juin 1967 pour déboucher, en 1987, sur un grand mouvement populaire de résistance civile (l'Intifada).

(...) La résistance palestinienne se conjugue aussi avec solidarité internationale, et la traduction attendue de ce livre doit servir à renforcer dans les pays francophones cette indispensable solidarité. »

Michel WARSCHAWSKI, journaliste et militant pacifiste israélien, lauréat du Prix des droits de l'Homme de la République française (2012).



Extraits du livre

UNE HISTOIRE POPULAIRE DE LA RÉSISTANCE PALESTINIENNE.

de **Mazin QUMSIYEH**

Extrait de l'introduction

Même les gens animés de bonnes intentions se méprennent au sujet de ce qui s'est passé en Palestine avec la résistance populaire. Le révérend Jesse Jackson a un jour adressé une lettre ouverte à Yasser Arafat lui conseillant vivement une stratégie non violente en vue de la « réalisation d'un État ». ² De même, dans un discours prononcé au Caire à l'adresse du monde musulman, le Président Barack Obama demanda aux Palestiniens de « lutter pour un État » par des moyens pacifiques. ³

Tout bien intentionnés que soient ces deux hommes, ils ne comprennent pas la véritable nature du combat et réduisent leur message à une déclaration sur le caractère indésirable de la violence de la part d'un peuple opprimé. Tous deux ignorent le riche passé de cette lutte précisément non violente et sont incapables en même temps de saisir ce que veulent les Palestiniens : la liberté et le droit au retour, et non un drapeau sur un canton qualifié d'État. Alors que Jackson et Obama sont plus compréhensifs que d'aucuns en Occident, des personnages de droite tels Dick Cheney et Tony Blair ou des néolibéraux aux penchants sionistes comme Thomas Friedman y vont de discours orientalistes bien plus virulents. Nous constatons également chez les Occidentaux une minimisation ou une ignorance totale de la brutalité incomparablement plus dramatique réclamée et appliquée afin de réaliser un État juif dans un pays qui, avant 1917, comptait moins de 7 % de Juifs dans sa population. Est-il logique que les étrangers qui n'ont pas vécu ce que nous subissons nous demandent d'adopter la non-violence dans notre lutte contre un système colonial d'apartheid ? N'est-il pas plus problématique que les mêmes Occidentaux ignorent l'énorme travail accompli par les Palestiniens et des personnes de toutes nations afin d'opérer au fil des décennies un véritable changement sans recourir aux armes ?

Comme nous le montrons dans le présent ouvrage, la réalité est que la résistance populaire en Palestine s'est développée au niveau autochtone, de façon organique, naturelle et admirable. Et elle s'est accélérée ces deux dernières décennies. Une recherche Internet autour de la « résistance populaire palestinienne » affiche aujourd'hui plus de deux millions de résultats. Cette attitude s'est opposée et continue à s'opposer à l'objectif sioniste de la transformation d'une partie cruciale du monde arabe visant à passer d'une société multiethnique et multiconfessionnelle à un État juif. Ce projet requerrait : 1)

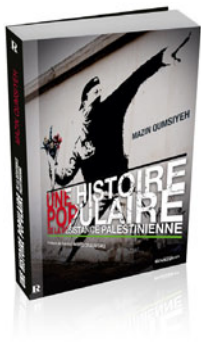
le soutien des puissances mondiales ; 2) de convaincre, organiser et mobiliser les Juifs en faveur du sionisme ; et 3) d'écraser toute forme de rébellion de la part de la population autochtone. La tâche consistant à s'assurer un soutien international s'est avérée réalisable en raison du nombre de sionistes qui occupent des positions clés dans les pays occidentaux ; mais écraser la résistance locale fut plus ardu qu'on ne s'y attendait. Le refus des Palestiniens d'être dépossédés sans bruit fut soumis, au fil du temps, à une répression de plus en plus violente mais ils ressurgirent des cendres de chaque assaut pour se lancer dans de nouvelles formes de résistance civile. Après quelque 130 ans de sionisme politique, il est malaisé aujourd'hui de penser aux Palestiniens sans évoquer leur combat. Il est malaisé de penser au conflit en Terre Promise sans avoir une opinion sur ses formes et sa nature. En raison du conditionnement médiatique dans les sociétés occidentales, nombreux sont ceux qui, automatiquement, pensent « résistance armée » chaque fois que l'on mentionne le mot « résistance ».

Ce ne sont pas les discussions qui ont manqué à propos de l'histoire du conflit au niveau politique, de la violence qui a accompagné la lutte, des accusations et contre-accusations, etc. En Occident ont été publiés bien des ouvrages qui soutenaient la version sioniste de l'Histoire. ⁴ Moins nombreux sont ceux qui présentent la version palestinienne des mêmes événements. ⁵ Il arrive parfois que de nouveaux historiens défient les mythologies des décennies après les événements ; nous l'avons vu avec les nouveaux historiens israéliens Avi Shlaim, Ilan Pappé, Tom Segev, Simha Flapan et Hillel Cohen, qui ont démonté les légendes entourant l'exode de masse des Palestiniens autochtones avant, pendant et après la fondation d'Israël. (...)

Extrait du chapitre 5 **Balfour, al-Bourak, et le développement du sionisme, 1917-1935**

LES PREMIÈRES ANNÉES DE L'OCCUPATION BRITANNIQUE

Les Palestiniens soutenaient les Alliés parce qu'ils avaient trop longtemps vécu sous la domination ottomane. Mais les gens familiarisés avec l'histoire coloniale européenne se doutaient non sans raison que les Européens allaient se montrer bien pires que les Ottomans. Traditionnellement, les colonisateurs européens dirigeaient le peuple en le divisant, alors que les Ottomans avaient gardé les régions arabes



Extraits du livre

UNE HISTOIRE POPULAIRE DE LA RÉSISTANCE PALESTINIENNE.
L'ESPOIR ET L'AUTONOMISATION

de MAZIN QUMSIYEH

unies. L'accord secret Sykes-Picot de 1916 prévoyant de partager la région entre la Grande-Bretagne et la France clarifia l'avenir. T.E. Lawrence (« Lawrence d'Arabie ») expliqua plus tard comment le gouvernement britannique avait trahi Fayçal en dépit des assurances antérieures. On croit aujourd'hui que Fayçal perdit son trône en raison de son refus de se séparer de la Palestine, une leçon que n'oublia pas son frère Abdullah, qui devint roi de Jordanie. La soumission du monde arabe et islamique et son démembrement via de tels traités devinrent monnaie courante.⁵

Renforcés par ces machinations, les sionistes virent leur position confortée par une froide journée d'hiver, le 9 décembre 1917, lorsque les forces britanniques entrèrent dans Jérusalem. Le dirigeant ottoman décida d'épargner les bombardements à la ville et se rendit sans combattre. Dirigés par le général Allenby, commandant en chef de la Force expéditionnaire égyptienne, les Britanniques entrèrent à Jérusalem deux jours plus tard (le 11 décembre) et furent reçus par les élites et dignitaires religieux palestiniens, y compris le maire, Hussein Salim al-Husseini. Allenby promit de garantir la liberté religieuse et de protéger les communautés et les lieux saints. Mais, immédiatement, en accomplissement de la Déclaration Balfour, les portes s'ouvrirent à une immigration juive accrue en provenance d'Europe.

Le mouvement sioniste obtint des concessions qui auraient été inimaginables sous la domination ottomane (comme nous le verrons plus loin). Les Juifs, dans la Palestine de 1917, représentaient moins de 7 % de la population et la plupart d'entre eux n'étaient pas sionistes et possédaient moins de 2 % des terres détenues en propriété privée. À la fin de la domination britannique, ils représentaient près d'un tiers de la population et possédaient près de 7 % des terres. Ce succès doit être mis au crédit non seulement du mouvement sioniste, mais aussi de l'élite britannique. De nombreux officiers anglais préférèrent de loin travailler avec des Juifs européens parlant leur langue que de s'entendre et de traiter avec les habitants locaux. Les Palestiniens qui avaient d'abord considéré les Britanniques comme des alliés contre les Ottomans commençaient désormais à les percevoir comme des envahisseurs. Fait révélateur, quand Allenby délivra son premier discours à Jérusalem, il fit état de la fin du cycle des Croisades. (...)

Extrait du chapitre 6
La grande révolte de 1936-1939

Le 16 octobre 1935, à Jaffa, un tonneau sur lequel il était écrit « ciment » se détacha et s'ouvrit durant son déchargement, répandant au sol des fusils, des grenades et des munitions. Cela fit voler en éclats les illusions des gens qui pensaient à tort que les sionistes n'étaient intéressés que par la migration et qu'ils n'avaient nullement l'intention de s'emparer du pays. La publicité à propos des acheminements secrets à destination des milices terroristes clandestines des sionistes précipita donc la mobilisation. Les autorités britanniques ne prirent pas trop au sérieux la contrebande d'armes et, au lieu de cela, continuèrent à laisser une belle marge de manœuvre à ceux qui visaient la construction d'un État à l'intérieur même du territoire sous Mandat.³ Les médias palestiniens dénoncèrent ces préparatifs secrets et divulguèrent les intentions des sionistes, surenchérisant ainsi sur le sentiment de frustration et de trahison éprouvé par les Palestiniens.

On ergote encore aujourd'hui sur ce qui déclencha la chaîne des événements qui aboutirent à cette révolte d'une grande ampleur de 1936-39. Certains parlent des incidents de Jaffa, d'autres de la répression d'une manifestation, le 2 novembre 1935, jour anniversaire de la Déclaration Balfour, alors que l'appropriation, à l'usage des Juifs, de terres appartenant à l'École agronomique de Tulkarem est également citée comme un événement central.⁴ Akram Zueïter, ancien rédacteur en chef du *Mir'at al-Sharq* à Jérusalem et plus tard cofondateur du *Hizb al-Istiqlal*, avance la date du 17 novembre 1935 parce que c'est le jour où le commissaire royal revint d'Angleterre avec un soutien accru aux sionistes et où les manifestations qui suivirent furent réprimées avec une violence excessive.⁵ Zueïter avait quitté son poste d'enseignant à Acre à l'âge de 20 ans pour devenir rédacteur en chef et activiste. Il fut arrêté et emprisonné durant trois mois, puis « déporté » à Naplouse, où il intensifia sa lutte contre l'occupant.⁶ Cofondateur du *Hizb al-Istiqlal*, il fut arrêté lors de la révolte de 1936. Plus tard, il dirigea une délégation arabe en Amérique latine et écrivit un livre relatant cette expérience.

L'historien George Antonius, qui avait été fonctionnaire civil britannique, mais démissionnaire en 1930 pour protester contre la politique appliquée en Palestine, décrivit la révolte dans un ouvrage qui a fait école, *The Arab Awakening*⁷ (L'Éveil arabe) :



Extraits du livre

UNE HISTOIRE POPULAIRE DE LA RÉSISTANCE PALESTINIENNE.
L'ESPOIR ET L'AUTONOMISATIONde **MAZIN QUMSIYEH**

« Bien plus qu'auparavant, la rébellion d'aujourd'hui est une révolte de villageois et sa cause immédiate n'est autre que le schéma de partition proposé et, plus particulièrement, l'un de ses aspects qui envisage le déplacement final d'une importante paysannerie arabe afin de libérer de la place pour les citoyens immigrants de l'État juif proposé. Les âmes de la révolte ne sont pas les chefs nationalistes – la plupart sont en exil aujourd'hui – mais des hommes de la classe laborieuse et de la paysannerie qui risquent leur vie dans ce qu'ils croient être la seule façon pour eux de sauver leurs foyers et leurs villages. C'est une illusion que de considérer cette révolte comme l'œuvre d'agitateurs arabes ou étrangers. L'incitation politique peut faire beaucoup pour attiser les flammes du mécontentement, mais elle ne peut garder une révolte active, mois après mois, dans de telles conditions de violence et de rigueur. Loin d'être manigancée par des dirigeants, cette révolte constitue très clairement un défi à leur autorité et un réquisitoire contre leurs méthodes. Les chefs rebelles rejettent le blâme de l'actuelle condition désespérée de la paysannerie sur ces propriétaires terriens arabes qui ont vendu leurs terres et ils accusent les dirigeants de négligence coupable pour n'avoir pas empêché ces ventes. »⁸ (...)

Extrait du chapitre 7
L'anéantissement vers la Nakba,
1939-1948

Le 27 novembre 1947, l'Assemblée générale des Nations Unies vota consciencieusement pour recommander la partition de la Palestine en vue de donner au mouvement sioniste le contrôle de 55 % du territoire et de laisser aux Palestiniens, qui représentaient plus de deux tiers de la population, les 45 % restants. Dans l'État juif proposé, il y aurait presque autant de Palestiniens chrétiens et musulmans que de Juifs. La résolution fut adoptée en raison des pressions importantes de l'administration Truman, qui avait besoin du vote juif pour sa propre élection. James Forestal, à l'époque secrétaire américain à la Défense, nota dans son journal : « La méthode utilisée pour exercer coercition et menaces sur d'autres nations à l'Assemblée générale frisait le scandale. »¹⁷

Un diplomate arabe, en poste à l'époque résuma ainsi les machinations qui aboutirent à cette décision infâmante en violation de la Charte des Nations Unies :

« La délégation arabe a tenté activement [d'en] convaincre d'autres de voter contre la partition

en faisant appel à la logique, à la justice et à la loi. Ses efforts furent couronnés de succès auprès des délégations qui avaient une conscience et un jugement indépendant. Mais certaines [d'entre elles] furent forcées de modifier leur position sous le poids du pouvoir et des intérêts matériels de leurs pays. Nous nous rappelons comment le délégué haïtien versa des larmes lorsqu'il fut forcé de modifier le vote de son pays en faveur de la partition. Nous nous rappelons comment le général Romulo des Philippines quitta les États-Unis en raison des menaces sionistes. Le Dr Arce, d'Argentine, qui avait pris position contre la partition, vint me trouver et me confia qu'il était navré de devoir s'abstenir (...) mais que cela résultait de pressions sur son gouvernement. Ce sont là quelques-uns des délégués qui furent obligés de voter contre leurs convictions. Un instant avant le scrutin, je parlais avec Lester Pearson, le ministre des Affaires étrangères et futur Premier ministre du Canada. Je lui dis : 'M. Pearson, croyez-vous que l'acte consistant à diviser la Palestine contre la volonté de ses habitants est un acte dicté par la conscience et la loi ?' Il me répondit franchement : 'Dr Jamali, la politique ne connaît pas la conscience ou la loi sauf si elles sont soutenues par le pouvoir'. »¹⁸

Le HCA répondit au vote de la partition en appelant à une grève générale de trois jours. Celle-ci devait avoir lieu du 2 au 4 décembre 1947.¹⁹ Avant cela, toutefois, des heurts entre Arabes et Juifs avaient éclaté le 1^{er} décembre sur la route entre Jaffa et Tel-Aviv (apparemment sans faire de morts). Le 2 décembre, six Arabes et huit Juifs furent tués. Certains Juifs incendièrent complètement le cinéma Rex à Jérusalem, dont le propriétaire était arabe et, en guise de représailles, les Arabes mirent le feu à des magasins à proximité de la Porte de Jaffa. Les sionistes avaient mobilisé près de 50 000 hommes bien armés, en décembre 1947, dépassant à la fois en nombre et en qualité toute alliance potentielle de leurs adversaires. Des troubles et des heurts furent pris comme prétextes pour étendre le processus de purification ethnique de la Palestine. À partir du 21 décembre, la *Haganah* et d'autres forces sionistes clandestines attaquèrent des villages de la plaine côtière au nord de Tel-Aviv et, le 31 décembre, elles massacrèrent 60 villageois à Balad al-Cheikh (district d'Haïfa). Cette action déclencha des douzaines d'autres massacres qui vidèrent près de 200 villes et villages de leur population palestinienne avant même le 15 mai 1948.²⁰

Les Arabes à l'intérieur et à l'extérieur de la Palestine tentèrent de se mobiliser pour faire face à l'imminente mainmise militaire par les forces sionistes, mais ils le firent trop tard. (...)



Extraits du livre

UNE HISTOIRE POPULAIRE DE LA RÉSISTANCE PALESTINIENNE.
L'ESPOIR ET L'AUTONOMISATIONde **MAZIN QUMSIYEH**

Parmi les 33 massacres commis par les forces sionistes, un fut capital : celui de Deir Yassin, le 9 avril 1947, servit énormément la cause de la création d'un État juif. En effet, la médiatisation sioniste de ce massacre, y compris par des messages diffusés par haut-parleur, contribua à créer un climat de panique et à faire fuir en masse les Palestiniens d'innombrables villages. À cette occasion, des actes d'héroïsme dans la résistance populaire ont été rapportés. Par exemple, Haya al-Balbisi, une enseignante de 19 ans, originaire de Jérusalem et qui ne résidait pas à Deir Yassin alors, y retourna en toute hâte pour aider les villageois. Elle fut abattue alors qu'elle soignait un blessé.²³

La supériorité militaire sioniste à chaque stade de la guerre, ajoutée à la désunion et aux conflits internes chez les Arabes, contribua grandement à assurer la victoire des sionistes.²⁴ Ceux-ci avaient deux fois plus d'hommes en armes, et ils étaient bien mieux entraînés et équipés. Ils étaient stimulés et prêts, alors que les Palestiniens étaient découragés du fait que leur société et leurs dirigeants avaient été décimés au cours de la révolte de 1936-39. Entre décembre 1947 et la fin du dernier accord de cessez-le-feu, en 1949, la société palestinienne fut dévastée et réduite à des communautés de réfugiés, de gens déplacés et isolés au-delà des frontières de la Jordanie et de l'Égypte.

De décembre 1947 à la signature de l'armistice en 1949, 800 000 Palestiniens furent chassés de leurs terres, ce qui créa le plus grand déplacement de population d'après-guerre et, aujourd'hui encore, la plus importante population de réfugiés dans le monde : 530 villes et villages furent rayés de la carte. Un nouvel État colonial et militarisé appelé Israël s'éleva sur les cendres de ce qui restait. La résistance, tout d'abord par des villageois et, plus tard, par la milice irrégulière arabe, fut vaine et inefficace. La trahison de l'Armée arabe (dirigée par le général de corps d'armée John Bagot Glubb, aussi connu sous le nom de Glubb Pacha) et la collaboration du roi Abdullah, ainsi que le mouvement sioniste de division de la Palestine, jouèrent un rôle important dans cette catastrophe.²⁵

Les Nations Unies désignèrent le comte Folke Bernadotte comme médiateur pour la Palestine suite à une décision du Conseil de sécurité, le 29 mai 1948. En tant que président de la Croix-Rouge suédoise, il avait sauvé de nombreux Juifs durant la guerre. Cet homme hautement respecté délivra son rapport aux Nations Unies le 16 septembre 1948. Le lendemain, il fut tué par des membres du Lehi en même temps qu'un de ses assistants, le colonel André Serot. Au lieu de l'honorer en appliquant ses recommandations, dont celle d'autoriser le retour des réfugiés, les Nations Unies permirent à Israël de consolider ses gains et, par conséquent, d'étendre son hégémonie sur 78 % du territoire de la Palestine

(50 % de plus que n'en réclamait la recommandation de partition). Les récits de tentative de résistance en refusant tout simplement de partir sont fréquents chez les Palestiniens. Plusieurs ouvrages ont été publiés qui racontent les histoires de la *Nakba* et un site Internet est disponible sur lequel on peut trouver l'histoire orale et documentaire de cette période.²⁶ Permettez-moi de citer une seule de ces millions d'histoires, celle d'Oum Ibrahim Shawabkeh, une réfugiée de Beit Jibrain qui fut attaquée par les troupes israéliennes en octobre 1948 :

« J'avais 12 ans en 1948 lorsque les Juifs nous ont chassés. Nous avons fui le village quand les soldats sont venus et se sont mis à tirer sur les gens. Mes grands-parents ne voulaient pas quitter leur maison ; ils se sont cachés dans une grotte près du village mais les soldats les ont découverts et les ont abattus. »²⁷ (...)

Extrait du chapitre 8
De la *Nakba* à la *Naksa*,
1948-1967

Après s'être débarrassé, grâce au nettoyage ethnique de la plupart des autochtones non juifs,¹ le nouvel État d'Israël promulgua de nombreuses lois empêchant leur retour et qui de plus permettaient de confisquer leurs biens, (terres, comptes bancaires et autres propriétés). Par des actes de résistance non violente, bien des Palestiniens essayèrent de revenir en dépit de ces lois. Peu y parvinrent et beaucoup d'entre eux furent abattus au cours de leur tentative. Glubb fit remarquer :

« Un désir psychologique profond pousse un paysan à s'accrocher et à mourir sur sa terre. Un grand nombre de ces infortunés se font tuer aujourd'hui en cueillant leurs propres oranges et olives juste au-delà de la ligne [d'armistice]. La valeur des fruits est souvent négligeable. Si les patrouilles juives les voient, ils sont abattus sur place, sans la moindre question. Mais ils s'obstineront toujours à retourner vers leurs fermes et jardins. »²

Les Palestiniens qui voulaient regagner leurs maisons et leurs terres après la fin des combats étaient simplement tirés à vue.³ Par conséquent, « entre 1949 et 1956, entre 3 000 et 5 000 civils furent tués, la vaste majorité désarmés. La plupart des personnes qui s'infiltrèrent étaient des paysans tentant de se glisser chez eux, afin de s'y réinstaller ou de voir des parents ou encore cueillir les récoltes, soit poussés par une faim intenable, soit par profond attachement ».⁴ Mais beaucoup y parvinrent et ce fut en soit un acte majeur de résistance populaire pendant et après la *Nakba*.



Extraits du livre

UNE HISTOIRE POPULAIRE DE LA RÉSISTANCE PALESTINIENNE.
L'ESPOIR ET L'AUTONOMISATIONde **MAZIN QUMSIYEH**

La dépossession, l'expulsion et la séparation constituèrent un coup accablant qui ajouta encore aux humiliations et à une série d'autres événements catastrophiques qui eurent lieu entre 1936 et 1948.⁵ Bien des Palestiniens moururent dans des camps de réfugiés suite à des problèmes de santé. Il fallut presque une génération pour retrouver et reconstituer une résistance forte (tour à tour violente et pacifique). La période de 1949 à 1967 vit des actes de résistance qui gagnèrent lentement en force et portèrent leurs fruits avec la formation d'organisations palestiniennes aux structures politiques sophistiquées. Ce processus débuta dans les années 1950 et parvint à maturité au milieu des années 1960. (...)

Extrait du chapitre 11**Madrid, Oslo et l'Intifada al-Aqsa****(...) LES PRISONNIERS POLITIQUES**

Les manifestants pacifiques de la révolte de 1987-1991 se virent infliger des amendes de l'ordre de 500 à 1 000 shekels (entre 200 et 400 USD, une somme importante pour des Palestiniens pauvres) et des peines de prison de 8 à 12 mois.⁹³ Les détenus dans les geôles israéliennes dépassèrent les 20 000. En septembre 1988, l'armée israélienne déclara en garder 23 600 et Peter Kandela rapporta des cas de recours à la torture.⁹⁴ Après les accords d'Oslo, plusieurs milliers furent libérés. Mais de très nombreux autres furent incarcérés lors de la révolte qui commença en 2000. Au total, plus de 700 000 Palestiniens ont connu les prisons israéliennes. Par moments, près de 20 % des détenus politiques étaient des mineurs.⁹⁵

Les prisonniers politiques participèrent aussi à la résistance non violente. La radio israélienne fit état d'une grève de la faim organisée dans les camps de Jénine, Ramallah et Naplouse, en 1987, pour réclamer l'amélioration de leurs conditions déplorables.⁹⁶ Al-Ansar, dans le sud du Liban, où des milliers de Palestiniens et de prisonniers politiques libanais étaient détenus par les forces d'occupation israélienne, fut le théâtre d'actes incroyables de résistance et de détermination, allant des grèves de la faim au refus d'obéir aux ordres.⁹⁷ (...) À l'extérieur des prisons, des Palestiniens et des internationaux protestèrent et œuvrèrent avec diligence pour répandre les informations à propos des revendications des prisonniers et de leur situation désespérée. Cela commença par les familles, dont un grand nombre rallièrent la grève de la faim. Des foules se réunirent le 16 août 2004 devant les bureaux locaux de la Croix-Rouge et marchèrent vers le quartier général des Nations Unies à Gaza où elles remirent une lettre adressée au secrétaire général, Kofi Annan,

lui demandant de faire pression sur Israël pour que soient améliorées les conditions de détention. Les gens manifestèrent encore par milliers deux jours plus tard.⁹⁹ L'AP, les Palestiniens à l'intérieur de la Ligne verte et le MIS demandèrent qu'on organise des grèves de la faim en dehors des établissements pénitentiaires afin de soutenir les revendications des prisonniers.¹⁰⁰ La grève gagna lentement en intensité en dépit des mesures de répression.¹⁰¹ Le ministre israélien de la Sécurité publique, Tzahi Hanegbi, déclara : « Israël ne cédera pas à leurs exigences. Ils peuvent mourir de faim pendant un jour, un mois et même mourir de faim pour de bon, en ce qui me concerne. »¹⁰² Finalement, les autorités carcérales acceptèrent d'accorder certains droits humanitaires élémentaires. (...)

Les prisonniers continuèrent à recourir à ce procédé pour protester contre les mauvais traitements et attirer l'attention sur leurs conditions pénibles. Par exemple, le 16 février 2006, Jamal al-Sarahim mourut en prison. C'était un « détenu administratif » de 37 ans (écroué sans accusation ni procès pendant 8 mois), et qui avait été gravement maltraité. Un appel à une grève de la faim d'un jour fut lancé à la suite de ce décès.¹⁰⁴

Le 11 mars 2006, un sit-in eut lieu en face de l'ICRC à Hébron afin de réclamer un meilleur traitement. Le 27 juin, 1 200 prisonniers politiques du désert du Néguev entamèrent une grève de la faim pour protester contre les pratiques arbitraires et oppressives de l'administration carcérale. Au total, répétons-le, plus de 700 000 Palestiniens ont été incarcérés et les dernières données en date révèlent qu'aujourd'hui, 11 000 d'entre eux croupissent toujours dans les geôles israéliennes, selon la Société des prisonniers palestiniens.¹⁰⁵

En 2009, les détenus palestiniens avaient obtenu un certain nombre de succès grâce à la lutte non violente et à la désobéissance civile, y compris le droit de porter des vêtements civils (et non l'uniforme orange), l'accès aux informations, des droits de visite raisonnables et un meilleur accès aux soins de santé. Mais l'administration carcérale continue à éroder ces droits.¹⁰⁶ Malheureusement, l'AP et les familles sont forcées de subventionner Israël pour le coût du maintien des leurs en prison. (...)

Extrait du chapitre 12**Boycott, désinvestissement et sanctions (BDS)**

(...) Au plus fort de ces atrocités, Nehemia Stessler écrivait, lui aussi dans *Ha'aretz*, qu'Israël commettait délibérément des meurtres, fracturait des membres, (etc.) pendant la révolte avant tout non violente de 1987-1991, et ajoutait :



Extraits du livre

UNE HISTOIRE POPULAIRE DE LA RÉSISTANCE PALESTINIENNE.**L'ESPOIR ET L'AUTONOMISATION**de **MAZIN QUMSIYEH**

« La dépendance d'Israël vis-à-vis des États-Unis est bien plus grande que ne le suggère la somme de 3 milliards d'USD. L'existence physique d'Israël dépend des Américains, tant en termes militaires que politiques. Sans les États-Unis, nous ne serions pas équipés des tout derniers avions de combat et autres armes de pointe. Sans le veto américain, nous aurions été expulsés depuis longtemps de toute organisation internationale, sans parler des Nations Unies, qui nous auraient imposé des sanctions qui auraient totalement paralysé le commerce international d'Israël, puisque nous ne pouvons exister sans importer des matières premières. »⁷

En Afrique du Sud, sous l'Apartheid, une complicité semblable de l'Occident n'avait été sapée que par le développement, aussi bien en Afrique du Sud que dans le reste du monde, d'un mouvement de boycott, de désinvestissement et de sanctions (BDS). Boycotter, c'est refuser d'acheter des produits ou d'interagir avec des entités ou des individus qui soutiennent l'oppression ou participent à son application. Le désinvestissement requiert le retrait d'un soutien financier favorisant un tel système. Les sanctions empêchent de traiter avec des gouvernements ou d'autres entités recourant à ces pratiques. Ces trois éléments fonctionnent en interaction. La lutte contre l'Apartheid sud-africain fut un succès pour de nombreuses raisons et les campagnes BDS y ont joué un rôle significatif. Quand l'élite des Sud-Africains blancs a compris, face à la colère du monde, qu'elle ne pourrait perpétuer sa politique ségrégationniste, un dernier clou a été planté dans le cercueil de l'Apartheid. Il en ira de même avec l'apartheid des « bantoustans » palestiniens. Ce sont les mêmes forces qui doivent être déployées.

(...) L'opération contre Veolia Transport et Alstom est un autre exemple de réussite et fut initiée parce que ces entreprises participaient à la construction d'infrastructures destinées aux colonies juives en Palestine occupée. En novembre 2006, ASN, une banque néerlandaise, rompit ses relations officielles avec Veolia en raison de son contrat à Jérusalem. Après un énorme travail, les pressions s'accumulèrent sur la société. La campagne gagna en intensité quand, le 20 janvier 2009, le Conseil de la communauté de Stockholm annonça qu'il ne renouvellerait pas son accord avec Veolia pour gérer les métros (valeur : 4 milliards de dollars US). D'autres firent de même. En avril 2009, le gouvernement local du Grand Bordeaux annonça qu'il n'accorderait pas un contrat (d'un montant équivalent à un milliard de dollars US) à Veolia, et le Conseil du comté de Sligo invita le gestionnaire du comté à « ne signer ni ne renouveler la moindre convention avec Veolia ». Le 2 juin 2009, le gouvernement de l'État de Victoria, en Australie, annonça, après quatre mois

de campagne et la distribution de plus de 100 000 tracts, qu'il ne retiendrait pas Veolia (opérant sous le nom de Cannex) en tant qu'opérateur du système ferroviaire de Melbourne. (...) Fin juillet, Veolia perdit un contrat de 3,5 milliards d'USD pour un projet australien de désalinisation.³⁷ Il y eut également un succès du même genre contre la société israélienne de produits cosmétiques Ahava, en 2009.³⁸

(...) Un exemple personnel : j'ai écrit au fil des années plusieurs articles traitant des BDS, j'en ai même publié dans un magazine juif, *Tikkun*, mais aucun n'a reçu autant d'attention et de publicité que celui, intitulé « Boycottez Israël » diffusé dans le magazine officiel du Forum économique mondial (FEM) en janvier 2006. Le FEM rassemble des milliers de dirigeants politiques et économiques du monde entier à Davos en vue d'échanger des informations. Condoleezza Rice prit la parole devant la conférence, ce jour-là, via un lien par satellite, et Klaus Schwab, fondateur et président exécutif du FEM, présenta ses excuses pour avoir publié mon article dans *Global Agenda Magazine* (le magazine officiel du FEM), distribué à toutes les personnes présentes. À l'origine, l'article fut également posté sur son site Internet, mais a été retiré par la suite.⁴⁷ (La version intégrale se trouve sur mon site personnel.) Après avoir reçu des doléances de la part des Israéliens et des sionistes présents, Schwab tint une conférence de presse pour « présenter ses excuses » et demanda aux personnes présentes de renvoyer les magazines, mais peu le firent. Plus tard, il fut également décidé de mettre un terme à cette revue (qui n'a plus paru depuis). Les éditeurs n'en ont pas été heureux. Cependant, le battage qui a entouré l'attaque, la censure dictatoriale de l'affaire par Schwab et le retrait de l'article ont provoqué des dizaines de comptes-rendus médiatiques (du *Ha'aretz* au *New York Times*), atteignant des centaines de milliers de lecteurs. Parmi les 5 000 dirigeants mondiaux qui étaient présents à Davos et qui reçurent donc l'article original, nombreux sont ceux qui ne l'auraient pas lu s'il n'avait pas été au centre de la controverse et de la frénésie des médias. J'ai reçu des centaines de lettres de soutien, y compris de la part de hauts fonctionnaires gouvernementaux, ainsi qu'une invitation à une tournée de conférences en Italie.

Il importe de ne pas surestimer le rôle des BDS, mais de « faire remarquer qu'ils constituent tout simplement un facteur susceptible d'induire un changement politique et social. Les BDS ont un rôle important à jouer mais ne devraient pas réduire la contribution de la lutte interne ou des forces et événements mondiaux qui ont également une influence sur l'écriture de l'Histoire.⁴⁸ Dans les précédents chapitres, nous avons cité plus de 100 méthodes de défi et de résistance à la colonisation israélienne - actions de désobéissance civile, de résistance pacifique, etc. (...)

UNE HISTOIRE POPULAIRE DE LA RÉSISTANCE PALESTINIENNE

L'ESPOIR ET L'AUTONOMISATION

de Mazin QUMSIYEH

Préface de Michel WARSCHAWSKI

Caractéristiques techniques

Livre à la française - Format 15 x 23 cm
Couverture brochée, pelliculage mat,
dos carré collé - 416 pages

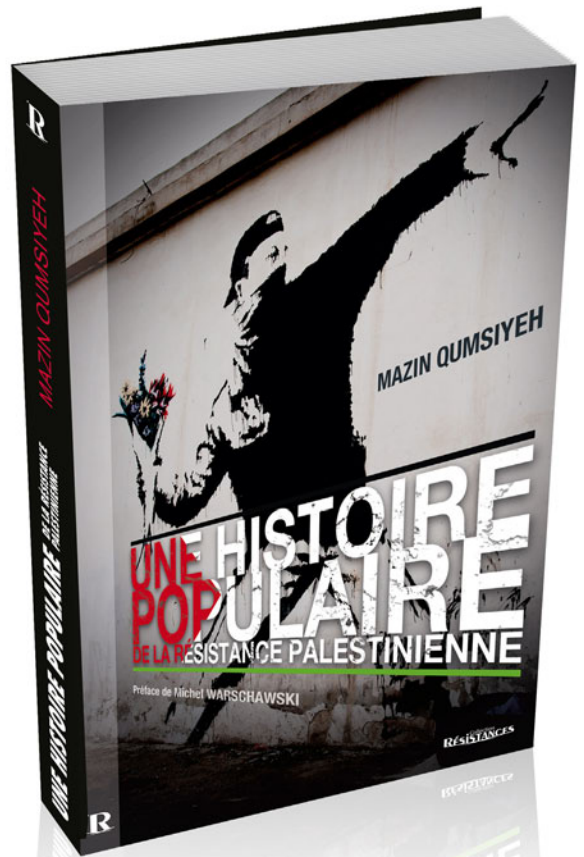


N° ISBN : 978-2-917112-22-9

N° EAN-13 : 9782917112229

Prix indicatif : 21 €

**LA LUTTE DES PALESTIENS POUR LEUR
INDÉPENDANCE EST AVANT TOUT NON VIOLENTE !**



Sur le même sujet,
dans la même collection

LA PARABOLE D'ESTHER ANATOMIE DU PEUPLE ÉLU RÉFLEXIONS SUR LA POLITIQUE IDENTITAIRE JUIVE

de Gilad ATZMON

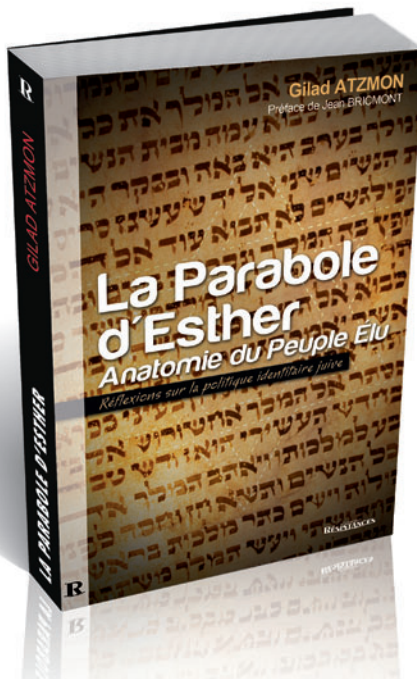
Préface de
Jean BRICMONT

400 pages

ISBN :
978-2-917112-19-9

Prix indicatif : 19 €

**ICONOCLASTE,
SANS CONCESSION,
RÉSOLUMENT
AUDACIEUX,
EXPLOSIF,
LIBRE
LISEZ CE LIVRE, ET
DÉ-SIONISEZ-VOUS !**



RÉSISTANT EN PALESTINE UNE HISTOIRE VRAIE DE GAZA...

de Ramzy BAROUD

Préface de
Frank BARAT

384 pages

ISBN :
978-2-917112-23-6

Prix indicatif : 20 €

**L'HISTOIRE
CONTEMPORAINE
DE LA PALESTINE
COMME ON NE
VOUS L'AVAIT
ENCORE
JAMAIS
RACONTÉE !**



Collection
RÉSISTANCES

Éditions Demi Lune

26 Menez Kerveyen
29 710 Plogastel Saint-Germain

Tel : 02 98 555 203

Courriel : contact@editionsdemilune.com

Demi Lune